

r.n.c. Leo
congo Leo

communiqué du 13 septembre 1962.

avec prière de bien vouloir le répéter plusieurs fois
le cabinet du premier ministre communique :

suite aux communiqués des 29 juillet et 23 août relatifs à
l'élaboration d'un avant-projet de constitution fédérale, il
est rappelé aux gouvernements provinciaux, aux assemblées pro-
vinciales et aux différents groupes politiques qu'ils sont invi-
tés à faire parvenir leurs vues sur les dispositions qu'ils
souhaiteraient voir reprises dans la nouvelle constitution.

Le texte d'un avant-projet de cette constitution est en voie de
préparation par un groupe d'experts mis à la disposition de la
République du Congo par les Nations-Unies. afin de permettre à ce
groupe de prendre en considération les sus-dites vues et de
terminer ses travaux avant la fin septembre, il conviendrait que
toutes communications à cet égard soient soumises avant le 25
septembre.

toute communication devra être envoyée à l'adresse suivante :

cabinet du premier ministre
"commission constitutionnelle gouvernementale"
b.p. 3.163
Leopoldville/Katana.

bien reçu???

783, 43:7 .34:8 -/.

:9

bien reçu merci vx

r.n.c. Leo
congo Leo

UNITED NATIONS — NATIONS UNIES

INDICATE
PRIORITY

| | | | | |
|----------------|------------------|-------------------|---|---------------------|
| SVC Service | FFFFF Routine | SSSSS Priority | X | PRIORITE NATIONS |
|----------------|------------------|-------------------|---|---------------------|

Priorité Nations traffic
is strictly limited.

NR

OUTGOING CLEAR CABLE

Address(es)

ONUC ELISABETHVILLE

(TEXT & SIGNATURE)

insert prefix & / or number as required

USE DOUBLE SPACING.

EV - 962

MATHU FROM GARDINER . FOLLOWING COMMUNIQUE ISSUED TODAY BY CENTRAL GOVERNMENT :
 QUOTE . IL EST PORTE A LA CONNAISSANCE DU PUBLIC QU ' EN VUE DE L'ELABORATION
 DE L'AVANT-PROJET DE LA CONSTITUTION FEDERALE , UN GROUPE D'EXPERTS EST MIS
 A LA DISPOSITION DE LA REPUBLIQUE DU CONGO ET PAR LES NATIONS UNIES . para .
 LE GOUVERNEMENT CENTRAL INVITE LES GOUVERNEMENTS PROVINCIAUX, LES ASSEMBLEES
 PROVINCIALES ET LES DIFFERENTS GROUPES POLITIQUES A FAIRE PARVENIR, POUR LA FIN
 DU MOIS D'AOUT AU PLUS TARD , LEURS VUES SUR LES DISPOSITIONS QU'ILS SOUHAITERAIENT
 VOIR REPRISES DANS CET AVANT-PROJET DE CONSTITUTION A L'ADRESSE SUIVANTE :
 CABINET DU PREMIER MINISTRE , COMMISSION CONSTITUTION GOUVERNEMENTALE . BP 3162.
 LEOPOLDVILLE/ KALINA . Unquote .

C. 81471

T.O.R.

RG/sl

BY :

T.O.D.

Drafted by : Mr. Gardiner
 Authorized : 23 August 1962
 Date :

GRUPE DE JURISTES
CONSTITUTIONNELS

G-1090
to NY

Léopoldville, le 21 août 1962

A Son Excellence
Monsieur C. ABOULA
Premier Ministre de la
République du Congo
Léopoldville

Monsieur le Premier Ministre,

A la suite des entrevues que M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre de la Justice ont eu l'obligeance de nous accorder, nous avons l'honneur de vous faire part des observations ci-après.

1. D'après une note qui nous a été remise samedi 18 août 1962 au Ministère de la Justice, il semble que nous serions appelés à faire partie d'une Commission gouvernementale d'experts en vue de la mise au point de la Constitution fédérale, avec cinq autres membres désignés par le Ministre de la Justice. Les membres de cette Commission prêteraient serment avant d'entrer en fonctions. Nous nous permettons respectueusement d'exprimer nos objections à l'encontre d'une telle procédure: la discrétion professionnelle que des juristes honorables doivent toujours observer devrait, nous semble-t-il, être une garantie suffisante pour le Gouvernement que vous dirigez. Certains d'entre nous ont déjà eu l'occasion, de participer, dans d'autres pays, à des conférences constitutionnelles analogues à celle qui doit se tenir à Léopoldville et jamais une telle exigence n'a été formulée. Au surplus, elle ne saurait nous concerner en notre qualité de consultants techniques désignés par les Nations Unies. Point n'est besoin, Monsieur le Premier Ministre, de vous assurer par un serment de notre entier dévouement et de notre résolution d'œuvrer dans le seul intérêt de la République du Congo.

2. Il appert de la même note que nous serions appelés à signer le rapport de la Commission gouvernementale dont nous ferions partie. Or les seuls documents que nous serions disposés à signer pour le moment seraient les projets de textes établis par nous-mêmes ainsi que les commentaires que nous pourrions faire sur les divers projets qui nous ont déjà été soumis ou qui nous seront soumis à l'avenir. Il va sans dire que nous nous tiendrons constamment à la disposition des membres du Gouvernement et de leurs conseillers techniques afin de leur exprimer notre avis sur les problèmes juridiques dont ils nous saisiront et que nous collaborerons étroitement avec la Commission du Gouvernement pour toutes les questions d'ordre constitutionnel; toutefois, il reste bien entendu que nous sommes les conseillers du Gouvernement de la République du Congo et non les membres d'une telle Commission.

3. Depuis une semaine, nous travaillons dans les locaux que vous avez bien voulu mettre à notre disposition. M. le Ministre de la Justice nous informe maintenant qu'il tient également à notre disposition des

bureaux au Ministère de la Justice. Nous sommes évidemment prêts à exécuter nos travaux dans les locaux que le Gouvernement voudra bien nous indiquer et qu'il jugera le mieux appropriés à nos délibérations. Nous y serons toujours disponibles pour entendre les membres du Gouvernement et toute personne qu'il estimerait souhaitable que nous recevions.

4. Nous apprécierions que le Gouvernement diffuse et publie dans les diverses parties du pays un communiqué semblable à celui dont nous vous soumettons un projet joint aux présentes. La publication d'un tel communiqué nous apparaît comme indispensable car elle ferait connaître notre arrivée imminente aux populations du Congo et leur indiquerait que les travaux constitutionnels sont en cours.

5. Une semaine s'est déjà écoulée depuis notre arrivée; nous l'avons consacrée à l'étude des textes qui nous ont été soumis. Si, maintenant, comme nous l'a laissé entendre M. le Ministre de la Justice, le travail doit être repris à la base, les quatre semaines qui nous restent sur le délai qui nous a été imparti par le Secrétaire général des Nations Unies ne sauraient suffire. Vous comprendrez que dans ces conditions, nous nous sentions pressés par le temps. Que ces retards se prolongent et nous pourrions nous trouver devant la nécessité de réexaminer notre position ainsi que l'utilité réelle du concours que nous pouvons apporter au Gouvernement et au peuple de la République du Congo.

Nous vous prions de bien vouloir agréer, Monsieur le Premier Ministre, les assurances de notre plus haute considération.

J. Beets

B. Malik

D. Schindler

Annexe: 1 pièce jointe

Projet de Communiqué de Presse

Le Gouvernement central invite les gouvernements de tous les Etats ainsi que les groupes politiques intéressés du Congo à présenter leurs vues sur les dispositions qui devraient figurer dans la Constitution fédérale élaborée en ce moment avec l'aide d'un groupe de consultants mis à la disposition de la République du Congo par les Nations Unies.

Ce groupe d'experts se rendra dans diverses villes de la République: Stanleyville, Coquilhatville, Bakavu, Elisabethville, Léopoldville, Luluabourg.

L'itinéraire suivi par le groupe est le suivant:

Toutes les communications devront être adressées à



MINISTÈRE
DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Léopoldville, le 28 juillet 1962. -

N° 12/130/ /CAB/AE/62.

Réf.

A Monsieur U. THANT
Secrétaire Général de l'O.N.U.

Annexe :

à

NEW-YORK. -

Objet:

To N.Y.
G-939
28-7-62

Monsieur le Secrétaire Général,

Dans le cadre de l'aide que l'organisation des Nations-Unies donne à la République du Congo il nous serait extrêmement utile que vous nous envoyiez une équipe de juristes spécialistes du Droit public, et des régimes politiques de type fédéral.

Il va sans dire que trois ou quatre juristes africains ressortissants de pays qui ont choisi ce régime jouissent d'une expérience et possèdent une connaissance des problèmes africains qui ne manqueront pas de bénéficier à toute l'équipe au cours de ses travaux.

Nous sommes déjà en possession d'un avant-projet de constitution qui pourra servir de base de discussions. Il prévoit la création d'états autonomes unis entre eux par des liens juridiques de caractère fédéral. Il prévoit la création d'institutions communes auxquelles sera réservée la compétence de certaines matières, telles que la monnaie, l'armée, la représentation diplomatique. Nous veillerons à ce que soit également inclus dans cette constitution un chapitre qui organise la représentation de tous les Etats membres de manière paritaire au sein de l'une des chambres du Parlement.

La composition de l'autre chambre devra seule refléter l'importance des partis.

Etant donné qu'il y a urgence à ce que ce travail soit terminé le plus rapidement possible, le gouvernement congolais ayant pris l'engagement de soumettre la nouvelle constitution à la délibération du Parlement dès sa rentrée de vacances, vous nous seriez fort obligeant de nous envoyer ces juristes sans tarder.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, de l'Organisation des Nations-Unies, l'assurance de ma plus haute considération.

Le Ministre des Affaires Etrangères,
de la République du Congo,

J. M. BOMBOKO.



INTERNATIONAL ATOMIC ENERGY AGENCY
AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE ATOMIQUE
МЕЖДУНАРОДНОЕ АГЕНТСТВО ПО АТОМНОЙ ЭНЕРГИИ
ORGANISMO INTERNACIONAL DE ENERGIA ATOMICA

VIENNA 1, KAERNTNERRING, AUSTRIA
TELEPHONE: 52 45 25, CABLE: INATOM

Copy
to NY?

4 July 1962.

Dear Mr. Gardiner,

I have prepared the attached brief report relating to constitutional matters. If you find it of some value, you might wish to show it to Dr. Bunde. I have also sent copies to Messrs. Stavropoulos, Schachter and Cox.

Please accept again my very best wishes for the arduous tasks you have been entrusted with; many thanks also for your kind hospitality.

With my very best regards

Yours sincerely

Reiny Gorge



(1) N° 12/3396 /61.

Ministère des Affaires Etrangères

*Message fait
A-1676
12/7/61
LW2*

Réf. n° :

Annexe :

Objet :

Le Ministère des Affaires Etrangères de la République du Congo présente ses compliments à Monsieur le Chargé de mission de l'O.N.U. à Léopoldville et a l'honneur, subsidiairement à sa note n°12/3062/61 du 22 juin 1961, de lui faire savoir qu'étant donné que le professeur belge demandé n'est **pas disponible**, le gouvernement a porté ses préférences sur un spécialiste italien connaissant la langue française.

Le Ministère des Affaires Etrangères remercie une fois de plus Monsieur le Chargé de mission de l'O.N.U. à Léopoldville pour sa collaboration, et saisit cette occasion de lui renouveler les assurances de sa haute considération.

Léopoldville, le 12 juillet 1961.

A Monsieur le Chargé de mission de
l'O.N.U.à LEOPOLDVILLE

OUTGOING CODE CABLE

7 minutes

Most immediate

To : Narasimhan , New York

From : Linner , Léopoldville

Date : 12 July 1961

No : A-1676

Re your 4810 . Swiss and Nigerian experts should come as soon as possible . With regard to third expert Bomboko has no Belgian to suggest and readily agrees to recruitment of an Italian one who should naturally be fluent^t in French .

INCOMING CODE CABLE.

PRIORITY

To: Dr. Linner.
From: Narasimhan.
Date: 11 July 1961.
No. 4810.

Subject : Constitutional law^{ers}.

Reference our 4693. Grateful for urgent reply as we have to indicate approximate date of joining to Swiss and Nigerian experts.

File
See our A-1676
of 12 VII 61
Q

La déclaration de M. Tshombé appelle quelques précisions immédiates :

1. La loi fondamentale dispose que des suppléants remplaceront les sénateurs et députés empêchés pour quelque raison que ce soit de continuer à exercer leurs fonctions. Les événements qui sont intervenus au Congo depuis juillet dernier n'ont par conséquent nullement modifié le caractère représentatif du Parlement.
2. La prochaine session du Parlement prendra toute décision voulue concernant le mandat d'une assemblée constituante. Si les conditions de sécurité et de protection des personnes s'améliorent, il y aura peut-être lieu d'organiser un référendum ou ^{des} ~~une~~ élection générale après l'adoption de la nouvelle constitution.
3. Le Président se propose d'entamer les consultations avec les principaux leaders politiques dès que les parlementaires commenceront à arriver à Léopoldville pour la session, dont l'ouverture est prévue pour le 15.
4. Si M. Tshombé veut profiter de ces discussions préliminaires, et éventuellement d'une rencontre limitée à un petit groupe de leaders, libre à lui de soumettre directement des propositions à l'examen du Président.

7-7-6

*Jean Kambunda
Bouaboko*
15

Mr. Tshombe's statement calls for some immediate explanations:

1. Under the Loi fondamentale provision is made for suppliants to take the place of senators and deputies who for any reason cannot continue to perform their duties. The representative nature of Parliament therefore, has not been affected by the events which have taken place in the Congo since last July.
2. The next session of Parliament will take the necessary decisions which will guide a constituent assembly. If conditions in terms of security and personal safety improve, it may be necessary to organize a referendum or a general election after the adoption of the new constitution.
3. The President intends to start consultations with the principal political leaders as soon as parliamentarians begin to arrive in Leo for the session scheduled to start on the 15th.
4. If Mr. Tshombe wishes to take advantage of these preliminary discussions, and perhaps a meeting restricted to a small group of leaders, he is quite free to submit his proposals directly to the President for consideration.

7.7.61

Christie SA

INCOMING CODE

ROUTINE

file

To : Linner
From : Secgen
Date : 4 July 1961
No. : 4693

Subject: Constitutional lawyers.

We have information that Geiger from Switzerland will be available by 15 July, as also Elias from Nigeria. De Visscher from Belgium is not available. Does Bomboko have any alternative suggestion from Belgium?. If not, or if Bomboko cannot suggest someone from Belgium with international reputation, you may suggest to him that it might be better to have third adviser from neutral country.

*Traduit et donné
à Khouri par son avocat
Bomboko*

[Signature] d
vii

A classer
Q 3
vii

Le Chargé de mission de l'Organisation des Nations Unies au Congo présente ses compliments au Ministère des Affaires étrangères et a l'honneur de lui faire connaître, en réponse à la note verbale No. 12/3062/61 en date du 22 juin 1961, que les Nations Unies accorderont très volontiers à la requête présentée par le Gouvernement de la République du Congo dans ladite note verbale en vue de la désignation de trois experts des questions juridiques chargés de prêter leur concours au Gouvernement. L'Organisation des Nations Unies donnera une suite favorable à la demande formulée par le Gouvernement de la République du Congo, étant entendu que ces trois experts aideront le Gouvernement à rédiger des projets de lois constitutionnelles qui devront être soumis en premier lieu au Parlement et ultérieurement aux Commissions parlementaires auxquelles le Parlement aura confié le soin d'élaborer lesdites lois constitutionnelles.

L'Organisation des Nations Unies fera tout ce qui est en son pouvoir pour hâter la venue de ces trois experts à Léopoldville et elle espère être en mesure de communiquer leurs noms au Gouvernement de la République du Congo dans un très proche avenir.

Le Chargé de mission de l'Organisation des Nations Unies au Congo saisit cette occasion pour renouveler au Ministère des Affaires étrangères les assurances de sa haute considération.

Léopoldville, le 3 juillet 1961

Ministère des Affaires étrangères
Léopoldville

- M. Pajoulat
- M. Kanakaratu
Jawite

INCOMING CODE

To : Mr. Linner
From : Secgen
Date : 27 June 1961
No. : 4538

ROUTINE

Reference your A-1530 and ONUC 3601.

We feel that we can meet, by way of technical assistance, the request of Bomboko as formulated in his latest letter of 22 June. We would be doing this on the understanding that the three legal experts would assist the Government in preparing a draft for submission to Parliament, and at a later stage to parliamentary commissions responsible for elaborating constitutional laws.

We have noted the names of the two swiss experts given in your 3601. Presumably the names now suggested are in lieu of professor Batteli of Geneva, and anyone of the two would be acceptable. We also presume that previous request for the services of professor de Visscher stands. Your A-1404 refers.

In regard to Nigerian expert, Nwokedi suggested either Dr. T. Elias, at present attorney general, or chief ROTIMQ Williams, Queens counsel, who is now in private practice. Presume that these names would be acceptable and we are proceeding with urgent recruitment accordingly.-

To : SECGEN , New York
From : LINNER, Léopoldville
Date : 23 June 1961
No : A-1530
Ref : Votre A. 1436

Le Ministre des Affaires Etrangères présente ses compliments
à Monsieur le Représentant Spécial du Secrétaire Général de l'ONU
et à l'Université de Bonnville et à l'Université de Bonnville
Bonnville.

Le choix du Gouvernement se porterait de préférence sur des juristes de nationalité suisse, nigérienne et belge, étant spécifié que le choix d'un expert belge est uniquement dicté par le fait que la législation actuelle du Congo est d'origine belge.

Le Gouvernement congolais estime à un ou deux mois au maximum la durée de la mission envisagée et fournira de son côté à ces experts toute l'aide nécessaire à la parfaite exécution de leur tâche .

Le Ministre des Affaires Etrangères remercie à l'avance
Monsieur le Représentant Spécial de l'attention qu'il voudra bien
réserver à la présente et saisit cette occasion pour lui renouveler
les assurances de sa haute considération . "

Leopoldville le 22 juin 1961

Lihau, Secrétaire d'Etat à la Justice chargé d'assister
cette commission insiste pour abréger au maximum les formalités
de recrutement pour que ces experts puissent être à Léo pendant
la session parlementaire .

Un fonctionnaire suisse des Nations Unies nous a donné les
noms de deux professeurs suisses qui accepteraient cette mission.
Il s'agit des professeurs Nawiasky et Willy Geiger. Nawiasky
serait l'auteur de la Constitution de l'Allemagne Fédérale . Nous
vous le signalons à toutes fins utiles .

minutes

INCOMING CODE

ROUTINE

To : Linner
From : SECGEN
Date : 14 June 1961
No. : 4236

Reur A-1436. If previous request is withdrawn and fresh request is addressed to us on lines of formulation in para two of your cable, we would not anticipate any difficulty.

So far as specific experts are concerned, it would be better, even by informal note, not to ask for experts by name but rather to suggest that experts to be provided may be of caliber of Batteli or De Vidseher. We have names of two nigerian experts suggested by Kwokedi.

We also note that it will be made quite clear by Khiari that responsibility for formulation of any proposals rests with government alone and that the assistance given by our experts would be of purely technical nature

OUTGOING CODE

Jubite

To : SECGEN, NEW YORK
From : LINNER, LEOPOLDVILLE
Date : 13 June 1961
No. : A- 1436

Reyour 4072.

1. After discussions with Gardiner and Khiari, we feel that Kasa-Vubu and Bomboko would react very unfavourably if we refused their request for the three constitutional law experts. Khiari in particular strongly supports it and feels that the matter was unnecessarily complicated by an unfortunate choice of language in Bomboko's note verbale. He is sure that Bomboko would withdraw this note and substitute one in more acceptable terms if asked to do so by Khiari and assured that his second request would be favourably considered.
2. Would you be prepared to approve a request for three UN experts who could provide legal and drafting assistance to the Government in formulating legislative proposals to be submitted to Parliament and, at a later stage, to parliamentary commissions entrusted with the elaboration of constitutional laws; and omitting any references to the UN "patronage"?
3. Our feeling is that Kasa-Vubu is quite determined to return to "la légalité" and that he will submit the Coquilhatville resolutions to Parliament and later possibly to a popular referendum. They need advice on how to translate the resolutions into constitutional terms, and there might be some advantage in receiving this assistance from independent experts rather than the local Belgians. It would of course be made quite clear to them by Khiari that the responsibility for the formulation of any proposals rest with the Government alone and that the assistance given by our experts ^{would be} ~~is~~ of a purely technical nature.

C. Mr. Fahy

Rec'd 12/6 for filing

CONFIDENTIAL

Note for Dr. Linner on 4072.

I foresaw myself the problem which the request for the three constitutional experts would raise - you may remember my routing slip on which I pointed out that UN experts cannot be engaged on work inconsistent with UN objectives. However I would also be unhappy if we took a completely negative attitude.

We could perhaps suggest to the SG to answer that the function of UN experts is to provide technical assistance but that they must be kept clear from getting involved in politics. Their jobs would therefore have to be limited to providing legal and drafting assistance to Congolese officials charged by the Government with the preparation of legislative proposals on the basis of the resolutions adopted by the Coquilhatville Conference, but that they could not act as members of any commission which does not have its basis within the constitutional framework of the Congo. It could also be implied that we expect the Government to present any legislative proposals which have constitution^{al} implications to Parliament as soon as it reconvenes.

Dring

*Seen by Dr. Linner
9.*

Jurists

OUTGOING CODE

To : SECCEN, NEW YORK
From : LINNAR, LEOPOLDVILLE
Date : 7 June 1961
No. : A- 1404

Further to my A- 1329.

We have received from Bomboko the following request for the three experts in constitutional law:

" Le Gouvernement de la République du Congo, soucieux de préparer avec le plus grand soin l'élaboration des textes de lois qui constitueront le projet de la nouvelle Constitution du pays, souhaite obtenir le concours de quelques juristes, spécialistes de droit public, et dont la valeur reconnue internationalement, donnerait aux textes ainsi préparés, une autorité réelle et une garantie de qualité.

Le choix du gouvernement s'est porté sur des juristes de nationalité suisse, nigérienne et belge, étant donné que le choix d'un expert belge se justifie par le fait que la législation actuelle du Congo est d'origine belge. Ces juristes travailleront en commission, assistés d'un secrétariat composé de quelques docteurs en droit du gouvernement central. Ils auront à mettre en oeuvre les résolutions de la Conférence de Coquilhatville et à les présenter sous forme d'un texte complet de Constitution, destinée à remplacer l'actuelle Loi Fondamentale qui était d'ailleurs provisoire.

Etant donné l'intérêt d'un tel travail et l'urgence qu'il y a à présenter les textes constitutionnels à l'approbation du Parlement du Congo, le Gouvernement congolais souhaite obtenir de l'Organisation des Nations Unies que ce projet reçoive son patronage, et que les frais de la mission de ces juristes soient couverts par le budget de l'assistance de l'ONU au Congo, dans le cadre des mesures prises pour aider à la réorganisation administrative du pays.

Le Gouvernement congolais estime à un mois au maximum la durée de la mission envisagée et fournira de son côté aux membres de la commission toute l'aide nécessaire à la parfaite réalisation de ses objectifs. Il souhaite être fixé

dès que possible sur la possibilité d'obtenir le patronage et l'assistance de l'ONU dans une tâche dont ni la nécessité, ni l'importance, ni l'urgence ne sont à démontrer. "

In addition, Bomboko has given us an informal note suggesting that the Congolese Government would welcome if it could obtain the assistance of Professor Batteli (Université de Genève) and Professor Paul de Vidscher (Université de Louvain).

The Government seems to attach a great importance to an early dispatch of these three experts.

jurists

OUTGOING CODE

To : SECGEN, NEWYORK
From : LINNER, LEOPOLDVILLE
Date : 28 May 1961
No : A-1329

Understand from Poujoulat that letter being prepared by Government requesting UN assistance in providing three foreign experts to assist in the drafting of Constitution. They are likely to propose one Nigerian, one Swiss, one Belgian.

Narasimhan was told of this request and the nationalities preferred during his visit to Coquilhatville. There is some expectation that the experts would look over the constitutional proposals of the Coquilhatville Conference and recommend procedures to be followed in working out a new constitution for the Federal Republic to the proposed meeting of Parliament. Will cable text of formal request on receipt.

2 November

0

Special Representative

Legal Adviser *LWC*Procedure for adopting a Congolese Constitution

1. The following information on various constitutional points may provide miscellaneous background for your informal discussions with those interested in a solution of the Congolese political crisis.

Status of the Fundamental Law

2. The present, temporary structure of the State is established by the Fundamental Law of 19 May 1960. Although adopted by the Belgian Parliament, it resulted from the deliberations of the Round Table Conference, and was based on some 13 resolutions embodying the recommendations of the Congolese Delegations to the Conference. It was designed to bridge the gap between Independence and the entry into force of a definitive Constitution, thus serving as an interim constitution.

3. Statements have not infrequently been made by representatives of Parliament, of the Lumumba Government, and others that the Fundamental Law is not binding on the various institutions of State because it was adopted by the Belgian Parliament, because it was never "ratified" by the Congolese Parliament, or because practical effect cannot now be given to many of its provisions. Nevertheless, all parties claim the authority of that law to support their own case.

4. The "constitutional decree-law" of 11 ^{October} ~~November~~ 1960, by which the Chief of State purported to authorize the Council of Commissioners-General to rule by decree-law in the interim, is in direct conflict with the provisions of the Fundamental Law summarized in Part II of your Second Progress Report. For that reason it is interesting to note the cable of 12 October 1960 addressed by President Kasa-Vubu and Commissioner-General Bomboko to the President of the General Assembly and circulated by the latter to Members. This cable, though claiming the force of law for the "constitutional decree-law, specified that, apart from the terms of the latter, the Fundamental Law is "maintained in force."

Status of Parliament

5. The Chamber of Representatives was elected by direct universal suffrage, on the basis of one deputy to each 100,000 inhabitants without distinction as to age, sex or nationality. Its members are deemed by law to represent the

nation and not their constituency. The Senate is essentially composed of members designated by the provincial assemblies, at the rate of 14 per province. A method was devised for including in this figure 3 customary chiefs or notables per province. This bicameral division was to assure an equilibrium between the powers of the State and those of the Provinces, "between the centralizing tendencies and the tendencies of autonomy."

6. In his original adjournment of Parliament on 14 September 1960 the Chief of State acted within the authority of Art. 70 of the Fundamental Law, which, however, limits such a suspension to 30 days. Just before that period had expired, he included in the "constitutional decree-law" a provision for indefinite adjournment. The "Exposé des Motifs" of the Fundamental Law, as placed before the Belgian Parliament, emphasizes that it was the intention of the law "in the 'preconstitutional' period, to assure the Chambers of the maximum stability." The power of limited adjournment was intended to be exercised ^{only for grave reasons} on serious grounds justifying a suspension of the debates, and it is non-renewable.

7. Since adjournment entails only a suspension of the work of the Chamber and not of the session itself, the lifting of the present extra-constitutional obstacles to the meetings of Parliament would automatically involve its reconvening. The first legislature, by the terms of the Fundamental Law, must serve for at least three years and not more than four - except in case of dissolution, which itself requires cabinet consideration and the two-thirds approval of one Chamber, an election to follow within three or four months.

Elaboration of a Constitution

8. The Fundamental Law itself establishes the procedure for the adoption of a definitive Constitution, assigning to the Chambers the function of a constitutional convention. Both a quorum and a majority of two-thirds are required. The Chambers meeting jointly will decide on the locality in which the "Constituante" will sit (Luluabourg having originally been foreseen), the site to have the status of a neutral zone under the authority of a special commissioner named by the Chief of State.

9. To maintain the equilibrium between the central tendency and the guaranty of provincial autonomy, the text of the Constitution is first to be adopted by the provincial assemblies. A national referendum was ~~considered ill-suited~~ adapted to the state of advancement of the Congolese masses. Exceptional guarantees are therefore offered the provinces within a technique designed to avoid systematic obstruction. In the first instance the provincial assemblies would vote yes or no on the Constitution as a whole. In case of rejection, a given provincial assembly would pronounce itself article by article, with the obligation of proposing acceptable amendments to any article rejected. These would be considered by the Chambers, and in a second round the provincial assemblies would vote only on the articles rejected in the first round. The same amendment procedure applies in the second round. If a third round proves necessary, the Constitution is adopted by approval of the majority of the provincial assemblies.